

**From:** Sonia Ruton <[soniarutoniqai@gmail.com](mailto:soniarutoniqai@gmail.com)>

**Sent:** Thursday, January 14, 2021 11:33 PM

**To:** [mba@mba.intnet.mu](mailto:mba@mba.intnet.mu)

**Subject:** NOUVELLE SESSION DE PERFECTIONNEMENT EN DROIT ET POLITIQUES DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENERGIE EN AFRIQUE

Honoré Bâtonnier,

L'Institut québécois des Affaires internationales organise une nouvelle session de formation en ligne sur une durée de **09 Mois** à partir du **02 Février 2021** selon les modalités qui seront décrites dans les flyers ci-dessous.

Il s'agit d'une formation pratique, opérationnelle et à haute valeur ajoutée destinée à permettre aux praticiens du droit et aux jeunes africains de mieux adresser les questions extractives africaines et participer à optimiser le fort potentiel énergétique africain, pour un développement économique durable.

Pour aborder ces questions, l'Institut québécois d'affaires internationales réunira un panel d'experts internationaux, praticiens éprouvés et avisés du droit extractif africain, **qui mettront l'accent sur l'illustration par des exemples et des études de cas spécifiques au domaine extractif africain.**

Compte tenu du caractère pratique de la formation, il sera remis aux participants les supports de cours, quelques législations africaines dans le domaine extractif, triées sur le volet et deux ouvrages sur le droit extractif africain. Ils bénéficieront également de nos Certificats de formation.

**L'offre est limitée au nombre des places disponibles. Vous trouverez, en annexe de la présente, la fiche de présentation détaillée, les curricula des formations, ainsi que la fiche de participation et le contrat à remplir et à retourner avec les autres pièces exigées.**

**N.B. La date de démarrage effectif est fixée au 02 Février 2021.**

***AU PLAISIR DE VOUS COMPTER PARMi NOS APPRÉNANTS.***

--

Me Sonia RUTON

Avocat au Barreau du Rwanda/Attorney At Law at Rwanda Bar  
Représentante Afrique de l'Institut Québécois des Affaires Internationales

Email: [soniarutoniqai@gmail.com](mailto:soniarutoniqai@gmail.com)

Tel: [+250788440442](tel:+250788440442)



## Certificat en droit et gestion des ressources naturelles en Afrique

(30 crédits)

### Activités de formation obligatoires-09 crédits

DRT-1000 Les acteurs du droit des ressources naturelles

DRT-1001 Les cadres juridiques africains de gestion des ressources naturelles

DRT-1002 Politiques de développement et stratégie de gouvernance économique des ressources naturelles en Afrique

### Module Droit et politiques des ressources naturelles en Afrique - 12 crédits parmi :

DRT-1003 Les aspects internationaux du droit des ressources naturelles

DRT-1004 Le développement durable et la gestion des ressources naturelles dans les législations nationales

DRT-1005 Droits de l'homme et ressources naturelles en Afrique

DRT-1006 Droit africain des investissements dans la filière des ressources naturelles

DRT-1007 Droit de l'environnement et du développement durable en Afrique

DRT-1008 Terres, forêts et développement en Afrique

DRT-1009 Les nouveaux enjeux du droit et des politiques des ressources naturelles en Afrique

DRT-1010 Le transport des ressources naturelles en Afrique

### Module économie des ressources naturelles en Afrique- 09 crédits parmi :

DRT-1011 Initiation au marché des matières premières : pétrole, gaz, mines, cacao et café

DRT-1012 Négociations internationales sur les matières premières d'Afrique

DRT-1013 Commerce national et international des matières premières de l'Afrique

DRT-1014 Les aspects juridiques de la transition énergétique

DRT-1015 Les aspects contemporains de l'économie de l'énergie

DRT-1016 Politiques et économie des ressources naturelles

DRT-1017 Cadre juridique de gestion des ressources en eau en Afrique

DRT-1018 Comptabilité et finances des industries extractives

DRT-1019 Les assurances appliquées aux ressources naturelles en Afrique



## Certificat en droit minier et des hydrocarbures en Afrique

(30 crédits)

### Activités de formation obligatoire -09 crédits

DRT-1020 Les sources du droit minier et des hydrocarbures en Afrique

DRT-1021 Titres miniers, contrats pétroliers et concessions minières

en Afrique DRT-1022 Le droit de l'énergie en Afrique

### Module Droit et politiques des ressources naturelles en Afrique - 12 crédits parmi :

DRT-1023 Les aspects internationaux du droit des ressources naturelles Introduction générale

DRT-1024 La Vision minière africaine

DRT-1025 Les politiques énergétiques africaines

DRT-1026 Les aspects spécifiques aux hydrocarbures gazeux

DRT-1027 La Responsabilité sociale des Entreprises du secteur extractif en Afrique

DRT-1028 Le Montage des projets extractifs (partenariat public – privé)

DRT-1029 Perspectives africaines de la transparence dans le secteur extractif

DRT-1030 Les aspects spécifiques aux hydrocarbures gazeux

DRT-1031 La Responsabilité sociale des Entreprises du secteur extractif en Afrique

DRT-1032 Droit minier et des hydrocarbures comparé en Afrique

DRT-1033 La géopolitique des ressources minières et énergétiques en Afrique

### Module économie des ressources naturelles en Afrique- 9 crédits parmi :

DRT-1034 La fiscalité minière en Afrique

DRT-1035 Négociations internationales sur les matières premières d'Afrique

DRT-1036 Commerce national et international des matières premières de l'Afrique

DRT-1037 Le régime fiscal et d'investissements dans le secteur extractif en Afrique

DRT-1038 Le processus de production

DRT-1039 La gestion du risque environnemental

DRT-1040 Le contenu local

DRT-1041 Politiques et économie du pétrole

DRT-1042 Fiscalité des mines et du pétrole

DRT-1043 Le transport des ressources naturelles en Afrique

DRT-1044 Les assurances appliquées aux ressources naturelles en Afrique

# 4<sup>ème</sup> PROMOTION FÉVRIER 2021

## CERTIFICAT EN DROIT MINIER ET DES HYDROCARBURES

FORMATION 100% EN LIGNE

## CERTIFICAT EN DROIT MINIER ET DES HYDROCARBURES

Cette quatrième session de formation d'IQAI, placera au cœur des débats et de la recherche, les aspects juridiques du contrat extractif.

En effet, très tôt en 2008, la Banque Mondiale a fait le constat d'un « déséquilibre entre les grands investisseurs de l'industrie extractive et les États africains. ». Ce constat de la Banque Mondiale s'est fondé sur la défaillance des compétences des institutions publiques dans la rédaction et la négociation de contrats équilibrés.

Relativement à ce déséquilibre, les chiffres offerts par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique révèlent que les revenus des compagnies minières ont augmenté en 2010 de 32% et leurs résultats nets de 156% ; alors que dans le même temps, les taxes versées aux États africains n'ont augmenté que de 6%.

Le constat qui se dégage de ces statistiques, c'est le manque de spécialistes formés aux questions extractives, pour mieux négocier les termes des contrats extractifs pour le compte des États africains.

L'institut Québécois des Affaires Internationales, tentera alors au cours de ce programme de formation en ligne sur 9 mois, de mettre l'accent sur les aspects juridiques d'un contrat extractif notamment les modulations contractuelles y afférentes ainsi que les grandes problématiques qui achoppent dans les relations entre opérateurs et États hôtes. Qu'il s'agisse de la question de l'équilibre contractuel, du droit applicable, des clauses contractuelles, tous ces aspects seront abordés et permettront aux apprenants de dominer la matière et d'acquérir des connaissances fondamentales pour la compréhension du contrat et le montage d'un contrat extractif, socle du secteur extractif.

A cet égard plusieurs thématiques à fort potentiel d'analyses en rapport avec les contrats extractifs feront l'objet des projets professionnels des apprenants :

- La typologie contractuelle en droit extractif africain
- Les Clauses les plus délicates d'un contrat extractif
- La Gestion du déséquilibre dans un contrat extractif
- La stabilisation des contrats extractifs
- Le droit applicable au contrat extractif
- Le règlement des différends né d'un contrat extractif etc.

### DURÉE D'INSCRIPTIONS

DU 02 JANVIER 2021  
AU 31 JANVIER 2021.

### DÉMARRAGE DE LA FORMATION

LE 02 FÉVRIER 2021

FORMATION 100% EN LIGNE



### FRAIS DE FORMATION FOURNITURES INCLUS

**DOLLARS CANADIENS 1250 CAD**

**EUROS 798€**

**DOLLARS AMÉRICAIN 975\$**

**FRANCS RWANDAIS 965000 RWF**

**FRANCS CFA 524000 CFA**

TÉMOIGNAGE DE MONSIEUR URBAIN BAMA, ANCIEN ÉTUDIANT À L'IQAI ET JURISTE ENVIRONNEMENTALISTE ET DES DROITS DE L'HOMME AU BURKINA FASO.



La certification en droit minier et des hydrocarbures en Afrique joue pour nous un rôle précurseur sur le continent africain. Elle est portée par des thématiques et modules qui l'investissent d'enjeux environnementalistes, juridiques et socio-politiques complémentaires.

Aux termes de cette formation certifiante de qualité et de haut niveau, l'IQAI nous a offert des armes intellectuelles à même de nous permettre d'innover positivement la réflexion au niveau des Etats africains. Lesquels ont souverainement envisagé, à travers les canaux et la dynamique de la Vision minière africaine et de son pacte, de faire de l'extraction de leurs ressources naturelles l'épicentre de leurs développements socio-économique et durable, et de leur industrialisation.

Aux futurs apprenants, nous vous assurons que cette offre de formation de l'Institut Québécois des Affaires internationales n'est pas une arnaque. C'est un institut sérieux offrant une formation réelle et de « high level » : notre première promotion est l'exemple parlant que nous sommes son produit fini.

TÉMOIGNAGE DE ME CABRAL HOOGUEP, ANCIEN ÉTUDIANT À L'IQAI ET PHD CANDIDATE, AVOCAT AU BARREAU DU RWANDA À KIGALI.



Le certificat en Droit minier et des Hydrocarbures offert par l'Institut Québécois des Affaires Internationales a répondu pleinement à mes attentes car je souhaitais orienter ma carrière professionnelle vers une spécialisation en droit extractif africain. Cette formation diplômante et reconnue, traitant des problématiques liées au cadre législatif et institutionnel du droit extractif africain m'a ouvert des perspectives viables vers ce domaine sensible et passionnant. Les sujets étudiés et les thématiques abordées sont variés ; ils sont traités en profondeur et les enseignements délivrés à la fois par des chercheurs et des professionnels sont incontestablement de qualité. Le travail à fournir est conséquent et demande un fort investissement personnel tout au long du cycle de formation. La rédaction d'un projet professionnel de fin d'étude et les recherches à réaliser représentent un travail important mais j'ai personnellement trouvé que cette expérience était extrêmement enrichissante et captivante.

**FORMATION 100% EN LIGNE**

TÉMOIGNAGE DE ME THÉOPHILE GAUTHIER NSEGBE, ANCIEN ÉTUDIANT À L'IQAI, PROMOTEUR DU CABINET NTG ATTORNEY'S, DOCTORANT EN DROIT DES AFFAIRES ET AVOCAT AU BARREAU DU



La question minière est et demeurera de tout temps un sujet « d'hypocrisie internationale » en ce sens que tout le monde déclare lui reconnaître un besoin urgent de réglementation équitable, et s'ingénue à la priver de moyens qui lui permettraient de percuter un tel objectif.

Quand l'IQAI nous a fait l'honneur jamais entrevu, de participer à leur programme de formation, nous avons déjà conscience de l'importance de celle-ci pour notre continent et ses générations pour les jeunes Avocats que nous étions.

Fort de notre formation de praticien de droit, nous étions alors loin d'imaginer que nous nous retrouverions en face à de connaissances aussi étendues que diverses.

Oui cet état de chose nous a convaincu, de nous engager dans cette formation plus sérieusement, à l'effet de pouvoir un jour, mener ce combat dont nous savons que les principaux bénéficiaires ne peuvent être que le peuple Africain.

Les formations offertes par l'IQAI sont intéressantes à plus d'un titre, même si j'ai conscience que la lecture que j'ai fait de ladite formation ait été influencé par le fait que je me sois reconnu en elle.

Il est donc possible que mon appréciation n'emporte pas l'adhésion de tous, mais ce que je voudrai relever au moment de me résoudre à m'arrêter, c'est le plaisir que j'éprouve d'imaginer que comme moi aux termes de cette formation, beaucoup de jeunes auront découvert que la pratique processuelle en matière minière procède d'exigences dont le contenu ne peut être restitué que par ceux-là même qui ont reçu une bonne formation en l'occurrence celle de l'IQAI

## INSTITUT QUEBÉCOIS DES AFFAIRES INTERNATIONALES REPRÉSENTATION EN AFRIQUE

Kigali-Rwanda

**Me Sonia Ruton Ndasheja**, Représentante Afrique de IQAI,  
Tel: +250788440442 Email: soniarutoniqai@gmail.com

Point focal Kinshasa-RDC :

**Me Junior KAPUYA**: Tel: +243899199039  
Email: kapuyajunior@gmail.com

Point focal Douala-Cameroun

**Me Aloys Fils Lekagni**, Tel : 694 28 97 97/ 672 90 99 99,  
Email : alekagni@gmail.com

Point focal Conakry-Guinée :

**Me Jean Baptiste JOCAMEY**, Tel : +224622523286,  
Email : jocameyj@gmail.com, jocamey@jocamey-avocat.com

### SIÈGE SOCIAL

18041 Boul. Henri-Bourassa Québec QC G1G 4B4

Phone : (00)418-928-6264/ Fax : (00)418-446-5071  
Email: tchapmegnirobinson@iaiq.org

[www.iaiq.org](http://www.iaiq.org)